

**SERVICE :**  
SERVICE  
TRANQUILLITÉ  
PUBLIQUE ET  
REGLEMENTATION

**ARRÊTÉ :**  
DPR-2025-1428

**OBJET :**  
Réglementation en  
matière de circulation  
et de stationnement -  
occupation du  
domaine public -  
emménagement -  
64 rue de la Gare -  
le 10 janvier 2026

Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2212-2  
relatif aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 portant approbation de l'instruction  
interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième  
partie, « signalisation temporaire »,

Vu la décision 2025-105 du 18 décembre 2025 portant détermination des  
tarifs municipaux pour l'année 2026,

Vu la demande du 16 décembre 2025 de Mme GIRAUDET Camille,  
demeurant 64 rue de la Gare - 44800 SAINT-HERBLAIN,

Considérant que Mme GIRAUDET Camille souhaite occuper le domaine  
public dans le cadre d'un emménagement au 64 rue de la Gare à Saint-  
Herblain, le 10 janvier 2026,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières  
durant cette opération,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

#### **A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le samedi 10 janvier 2026 de 12h00 à 18h00,  
Mme GIRAUDET Camille et M. BEL ABBES Malik sont autorisés à occuper  
le domaine public dans le cadre d'un emménagement au 64 rue de la Gare à  
Saint-Herblain.

**ARTICLE 2 :** Les mesures et conditions générales suivantes seront  
appliquées sur la voie précitée :

- neutralisation d'une place de stationnement face au n°64 rue de la  
Gare ;
- neutralisation des aires de trottoir et d'une partie de la chaussée si  
besoin ;
- **stationnement AUTORISÉ** pour le véhicule de déménagement ;
- mise en place d'une signalisation incitant les piétons à emprunter un  
cheminement sécurisé ;
- en aucun cas le cheminement des piétons et la circulation des  
usagers ne devront être interrompus ;
- vitesse limitée à 30 km/h.

Ce stationnement ne devra pas porter atteinte à la visibilité des usagers.

**ARTICLE 3 :** La circulation des riverains, des piétons et l'accès aux propriétés  
riveraines, ainsi que le passage des véhicules de secours, des transports en  
commun et de ceux assurant la collecte des déchets, seront maintenus en  
permanence.

**ARTICLE 4** : La signalisation réglementaire sera mise en place par le **Service tranquillité publique et réglementation de la Ville**. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992 et le présent arrêté devra être affiché sur le site 48 heures avant l'emménagement.

**ARTICLE 5** : L'arrêt ou le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, sur les emplacements désignés, est considéré gênant, et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 § II 10° du Code de la Route.

**ARTICLE 6** : Toute dégradation et/ou salissure constatée sur le domaine public et imputable à l'intervention sera systématiquement suivie d'une réparation à la charge financière du demandeur.

**ARTICLE 7** : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de poursuites pénales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et la présente autorisation sera suspendue.

**ARTICLE 8** : L'occupation donnera lieu à la perception par la Ville d'une redevance conformément au tarif fixé en Conseil Municipal. Cette redevance sera recouvrée en régie par les services municipaux de Saint-Herblain. Elle sera d'un montant de **6,50 €** du fait du stationnement d'un véhicule de déménagement sur le domaine public pendant 1 demi-journée.

**ARTICLE 9** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- ✓ Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- ✓ Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la Ville.

**ARTICLE 10** : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale et Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 06 JANVIER 2026

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à  
la prévention des risques,

**Jocelyn GENDEK**

**Reçu à la préfecture de Nantes le 06 janvier  
2026**

**Publié le 06 janvier 2026**